



## BILAN ÉCONOMIQUE 2007 ET PRÉVISIONS 2008

EN DÉPIT DES INQUIÉTUDES DE PLUS EN PLUS PERSISTANTES SUR L'ÉTAT DE SANTÉ DE L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE ET DU RALENTISSEMENT ATTENDU EN 2008, LES ÉCONOMIES QUÉBÉCOISE ET CANADIENNE DEVRAIENT ÉVITER LA RÉCESSION EN 2008. POUR LES TROIS PREMIERS TRIMESTRES DE 2007, LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DEMEURE SAINTE. AINSI, POUR LA PÉRIODE DE JANVIER À SEPTEMBRE 2007, LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) RÉEL EST EN HAUSSE DE 2,4 % AU QUÉBEC ET AU CANADA. SOULIGNONS QUE LES ÉCONOMIES DU QUÉBEC ET DU CANADA EN SONT À LEUR SEIZIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

En 2008, la demande intérieure devrait demeurer le principal moteur de la croissance économique au Québec, alors que le commerce extérieur continuera à influencer négativement l'économie québécoise, en raison de la forte appréciation de la devise canadienne et de l'importance du rôle que joue le commerce extérieur au Québec. L'appréciation de la devise ne provoque cependant pas que des effets néfastes sur la conjoncture économique. En effet, l'appréciation de la devise rend l'achat des biens et services étrangers (i.e. importations) moins dispendieux pour les consommateurs et les entreprises. La productivité des entreprises devrait ainsi tirer avantage de cette situation, étant donné qu'une part importante des équipements et logiciels utilisés par les entreprises provient de l'étranger.

Le dollar canadien devrait maintenir sa vigueur actuelle au cours de l'année, en raison notamment d'une forte demande pour les matières premières et de la santé des finances publiques, favorisant la confiance des investisseurs dans l'économie et par le fait même envers le dollar canadien. De plus, l'assouplissement plus important des taux d'intérêt américains par rapport à ceux du Canada favorisera la devise canadienne.

En plus du comportement de la devise canadienne, l'évolution de l'économie américaine demeure un élément important dans la conjoncture économique québécoise. La récente crise de liquidité liée aux prêts hypothécaires risqués (« Subprime ») aux États-Unis a fait en sorte de resserrer les conditions de crédit des institutions financières, ce qui pourrait causer un ralentissement des dépenses personnelles de consommation et des investissements

des entreprises américaines. Advenant un tel scénario, les exportations québécoises destinées au sud de la frontière pourraient être affectées négativement, sans toutefois faire sombrer l'économie québécoise en récession.

Le tableau ci-dessous présente une compilation des prévisions économiques 2008 réalisées par les services économiques des principales institutions financières actives au Québec.

### SOMMAIRE DES PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES POUR LE QUÉBEC

	2007 (réel)	2008 (prévision)
PIB réel (\$ 2002)	1,9 %	2,5 %
Inflation	1,6 %	1,9 %
Taux de chômage	7,2 %	7,4 %
Création d'emplois (en %)	2,3 %	1,1 %
Création d'emplois (en nombre)	86 300	42 400

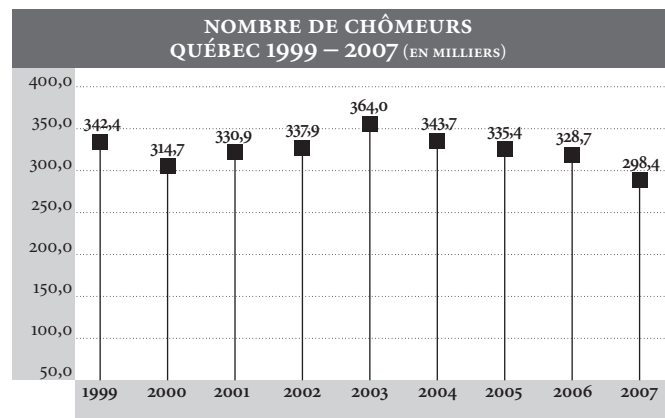
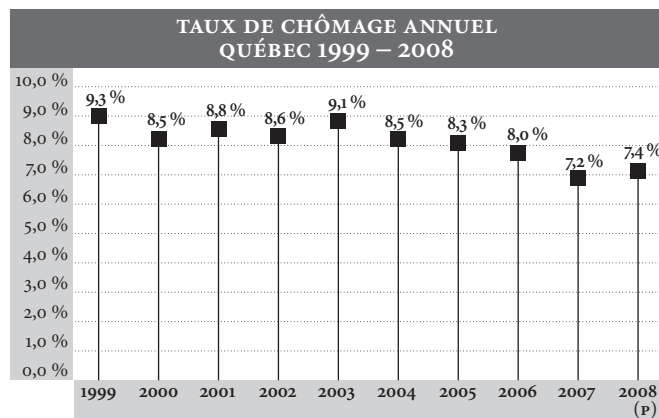
### MARCHÉ DE L'EMPLOI

L'embellie observée depuis plusieurs années sur le marché de l'emploi au Québec s'est poursuivie en 2007, avec un recul du chômage et une création d'emplois soutenue. Regardons l'évolution des principales composantes du marché de l'emploi québécois.

## LE CHÔMAGE

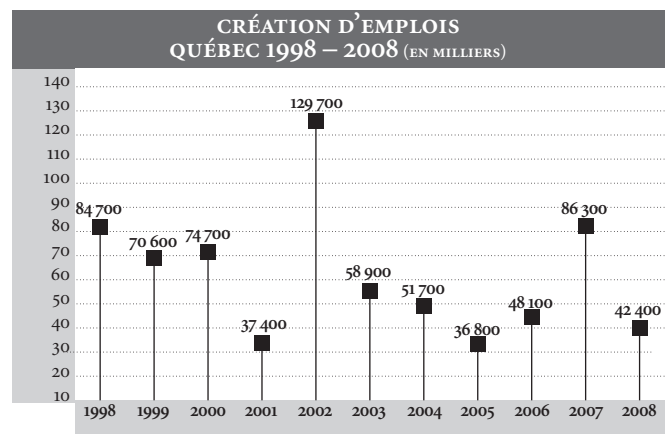
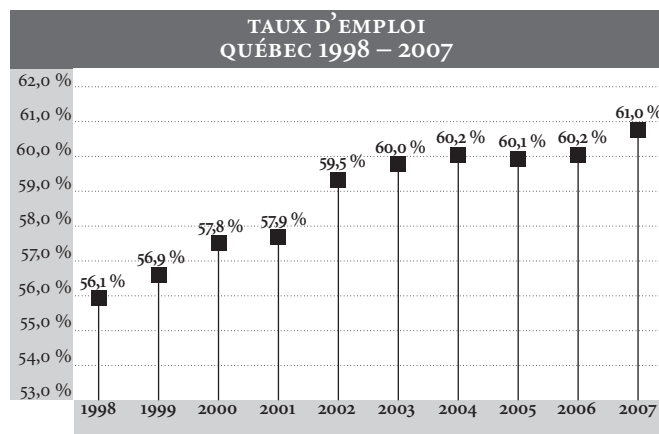
Sur une base annuelle, le taux de chômage au Québec a été en moyenne de 7,2 % en 2007, en recul de 0,8 % par rapport à 2006. Il s'agit là du plus bas taux de chômage depuis le début de la compilation des données en 1976. Cette réduction s'explique par une croissance de la population active (1,4 %) inférieure à la croissance de l'emploi (2,3 %). En d'autres termes, l'économie québécoise a été en mesure de générer un nombre d'emplois supérieur à celui des arrivants sur le marché du travail. Pour sa part, le taux au Canada s'est établi à 6,0 % en 2007 comparativement à 6,3 % en 2006. Pour l'année 2008, on s'attend à une légère augmentation du taux de chômage. Ainsi, le taux devrait avoisiner les 7,4 % au Québec et 6,2 % au Canada.

En 2007, le nombre de chômeurs québécois a atteint le niveau de 298 400, en baisse de 30 300 par rapport à 2006 et glissant sous la barre des 300 000 pour la première fois depuis 1979. Les deux graphiques qui suivent rendent compte de l'évolution annuelle du taux de chômage et du nombre de chômeurs au Québec depuis 1999.



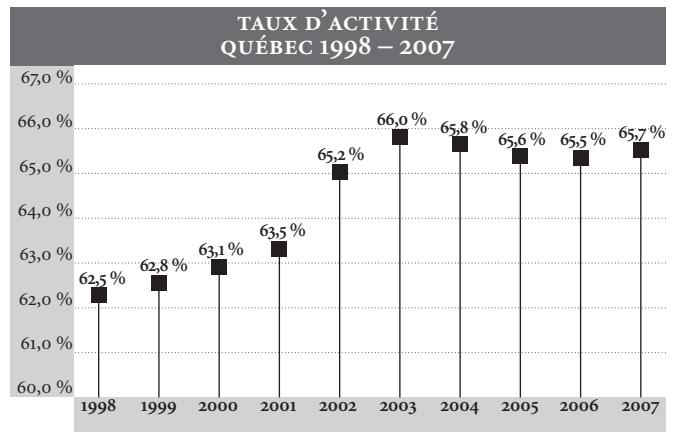
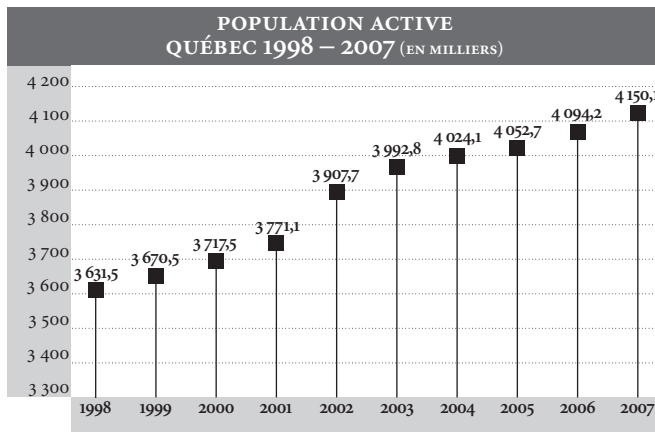
## L'EMPLOI

L'année 2007 marque la onzième année consécutive où l'on observe une création nette d'emplois positive, avec la création de 86 300 emplois (+ 2,3 %). En comparaison, la moyenne annuelle historique de création d'emplois est de 42 400. Le deux tiers des emplois créés en 2007 étaient des emplois à temps plein, comparativement à un peu moins de 75 % en 2006. Pour sa part, le taux d'emploi (emplois / population 15 ans et plus) au Québec a atteint un niveau annuel record de 61,0 % en 2007. Ainsi, une tendance lourde se dessine au Québec depuis plus de 25 ans, avec une croissance soutenue du taux d'emploi. Une bonne partie de cette croissance s'explique par une participation accrue des femmes sur le marché du travail, mais également par une croissance démographique inférieure à la croissance de l'emploi. Les deux graphiques ci-après rendent compte de l'évolution annuelle du taux d'emploi et du nombre d'emplois créés au Québec depuis 1998.



## LA POPULATION ACTIVE

En 2007, la population active (emplois plus chômeurs) au Québec a atteint le nombre de 4 150 100 personnes, permettant ainsi d'atteindre un taux d'activité (population active / population 15 ans et plus) de 65,7 %, soit tout près du niveau record enregistré en 2003 à 66 %. À l'instar du taux d'emploi, le taux d'activité suit une tendance lourde à la hausse depuis plus de 25 ans. Les deux graphiques qui suivent rendent compte de l'évolution annuelle de la population active et du taux d'activité au Québec depuis 1998.



## LE MARCHÉ DE L'EMPLOI SELON LES RMR

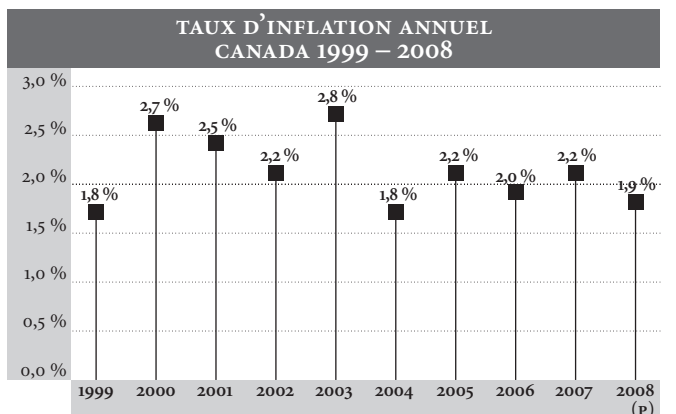
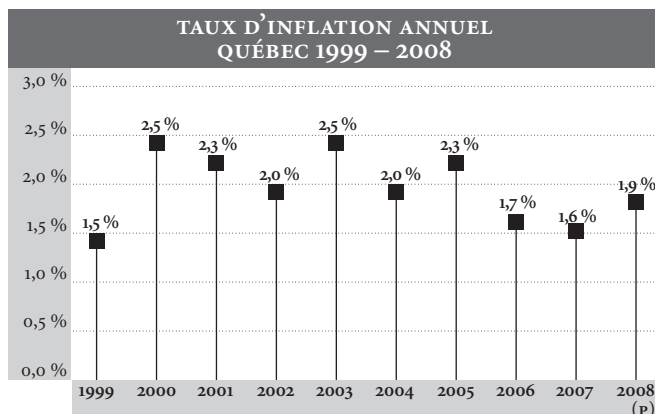
Les données des six régions métropolitaines de recensement (RMR) que compte le Québec indiquent que c'est dans la région de Gatineau que la situation de l'emploi est la plus saine. Ainsi, le taux de chômage en 2007 a été de 5,2 % dans la région de Gatineau, comparativement à 7,2 % pour l'ensemble du Québec. En ce qui concerne le taux d'emploi, celui-ci a été de 68,5 % en 2007 dans la région de Gatineau, par rapport à 61,0 % au Québec. Finalement, c'est également dans la région de Gatineau que le taux d'activité est le plus élevé, avec un taux de 72,2 % en 2007 comparativement à 65,7 % au Québec. Le tableau ci-contre qui suit rend compte du taux de chômage, du taux d'emploi et du taux d'activité en 2007 pour chacune des six RMR.

**MARCHÉ DE L'EMPLOI PAR RMR ANNÉE 2007**

	TAUX DE CHÔMAGE (%)	TAUX D'EMPLOI (%)	TAUX D'ACTIVITÉ (%)
SAGUENAY	8,8	55,9	61,3
QUÉBEC	5,0	63,7	67,1
SHERBROOKE	7,8	61,5	65,6
TROIS-RIVIÈRES	6,4	58,8	63,7
MONTRÉAL	7,0	62,7	67,4
GATINEAU	5,2	68,5	72,2
LE QUÉBEC	7,2	61,0	65,7

## TAUX D'INFLATION

Le Québec a enregistré en 2007 un taux annuel d'inflation de 1,6 %, comparativement à 2,2 % au Canada. Il s'agit de la seconde année consécutive où le taux annuel d'inflation au Québec affiche un taux inférieur à 2,0 %. On s'attend à ce que l'inflation au Québec demeure encore sous la barre des 2,0 % en 2008, en raison notamment de l'appréciation de la devise canadienne par rapport au dollar américain, réduisant ainsi les prix à l'importation. La réduction de 1 % de la TPS appliquée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 contribuera aussi à maintenir l'inflation à un niveau relativement faible. Selon les estimations des principales banques canadiennes, l'inflation devrait être de 1,9 % au Québec et au Canada en 2008. Les deux graphiques qui suivent rendent compte de l'évolution annuelle du taux d'inflation au Québec et au Canada depuis 1999.



## RÉMUNÉRATION HEBDOMADAIRE MOYENNE

Pour les onze premiers mois de 2007, la rémunération hebdomadaire moyenne au Québec (incluant le temps supplémentaire) a connu une croissance de 2,8 %, comparativement à 2,5 % en 2006, 2,7 % en 2005 et 2,0 % en 2004. Notons cependant que la rémunération hebdomadaire moyenne n'est pas un indicateur de croissance salariale, puisqu'elle reflète également les changements de la composition de la main-d'œuvre. Le tableau ci-contre présente l'évolution de la rémunération hebdomadaire moyenne de 2000 à 2007.

## CROISSANCE DES TAUX DE SALAIRE NÉGOCIÉS

Selon les plus récentes données publiées par le ministère du Travail du Québec, la croissance salariale des employés syndiqués du Québec pour l'année 2008-2009 sera de l'ordre 2,2 %, ce qui est légèrement inférieur au taux observé en 2007, qui se situait à 2,3 %. Ce sont les employés des secteurs privé, fédéral et municipal qui devraient connaître les meilleurs taux de croissance salariale en 2008-2009, comme l'indique le tableau ci-contre. Ces taux de croissance sont établis à partir des conventions collectives déposées auprès du ministère du Travail du Québec. Les conventions collectives retenues regroupent celles dont les effectifs sont de 100 employés cols bleus et plus, ou encore 50 employés cols blancs et plus. Le tableau ci-contre présente un sommaire de la croissance salariale pour les années 2007 à 2009 par secteur d'activité. Soulignons que les taux établis pour chacune de ces années sont sujets à changement, compte tenu que des conventions collectives doivent encore être négociées pour ces années.

## LES MARCHÉS FINANCIERS

Les marchés boursiers au Canada et à l'étranger ont affiché des rendements positifs en 2007, tout comme le marché obligataire. Toutefois, en raison de la forte appréciation de la devise canadienne en 2007 (+ 15 %), les rendements obtenus sur les marchés étrangers ont été ramenés en territoire négatif lorsque convertis en devise canadienne. Le tableau ci-contre présente les rendements des principaux indices financiers. Pour fin d'illustration, nous avons calculé à la dernière ligne du tableau le rendement moyen d'un portefeuille cible d'une caisse de retraite ayant une répartition de 40 % en obligations, 30 % en actions canadiennes et 30 % en actions mondiales.

RÉMUNÉRATION HEBDOMADAIRE MOYENNE (INCLUANT LE TEMPS SUPPLÉMENTAIRE)	
	(%)
2007 <sup>1</sup>	2,8
2006	2,5
2005	2,7
2004	2,0
2003	1,7
2002	2,6
2001	1,9
2000	1,7

<sup>1</sup> : pour les 11 premiers mois de l'année.

INDICE DE CROISSANCE DES TAUX DE SALAIRE NÉGOCIÉS QUÉBEC 2007 – 2009			
	2007 (%)	2008 (%)	2009 (%)
ENSEMBLE	2,3	2,2	2,2
PUBLIC	2,1	2,0	2,0
Municipal	2,3	2,3	2,8
Provincial	2,1	2,0	2,0
Fédéral	2,8	2,6	2,9
PRIVÉ	2,5	2,6	2,7

Source : ministère du Travail du Québec.

RENDEMENT DES INDICES AU 31 DÉCEMBRE 2007				
	1 AN (%)	2 ANS (%)	3 ANS (%)	4 ANS (%)
BONS DU TRÉSOR	4,4	4,2	3,7	3,3
UNIVERS DEX				
(OBLIGATIONS)	3,7	3,9	4,7	5,3
Fédéral	4,6	4,1	4,6	5,1
Provincial	4,2	4,3	5,7	6,2
Municipal	3,9	4,1	4,7	5,4
Corporative	1,8	3,1	4,1	4,9
Rendement réel	1,6	-0,7	4,4	7,5
S&P / TSX	9,8	13,5	16,9	16,3
S&P 500 (\$ US)	5,5	10,5	8,6	9,2
S&P 500 (\$ CAN)	-10,3	2,0	1,9	2,1
EAO (\$ CAN)	-5,3	9,4	10,0	10,5
MSCI MONDE (\$ CAN)	-7,1	5,7	6,2	6,4
PORTEFEUILLE CIBLE <sup>1</sup>	2,3	7,3	8,8	8,9

<sup>1</sup> 40 % obligations / 30 % actions canadiennes / 30 % actions mondiales.